

Campagne
« Racket »
Communiqué de
presse

7 juillet 2011

Les travailleurs sans papiers seront reçus par le cabinet de V. Pécresse

Ce mercredi 6 juillet, une centaine de travailleurs et travailleuses sans papiers de Droits devant !!, du CSP 17^{ème} St Just et du CTSP de Vitry, accompagnés de leurs soutiens (Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, SUD Travail), ont occupé pacifiquement le siège de la direction parisienne des Finances Publiques rue Réaumur. 1000 tracts ont été distribués devant et dans le bâtiment.

Cette action faisait suite aux permanences fiscales organisées les 25 et 26 mai dernier pour aider les travailleurs sans papiers à remplir leur déclaration de revenus et suite à la manifestation le 30 mai devant Bercy, où une délégation a été reçue par la chef du service de la fiscalité.

Cette année, nombre de sans papiers ont reçu une déclaration pré remplie avec leur nom et leur adresse ! Le ministère du Budget et des Comptes Publics, ainsi que la DGFiP, reconnaissent donc, en acceptant leurs déclarations et leurs Impôts, les travailleurs sans papiers mais le gouvernement refuse de les régulariser.

Nous dénonçons cette hypocrisie car une grande partie des 400 000 travailleurs sans papiers déclarent leurs revenus, gagnés « au noir » ou avec un contrat de travail en bonne et due forme !

Le but de cette action était donc d'obtenir une audience auprès de V. Pécresse, nouvellement nommée ministre du Budget et des Comptes Publics à la place de F. Baroin, afin :

- ◆ Qu'elle soit rapidement mise au courant des injustices fiscales, économiques et sociales que subissent les travailleurs sans papiers et qu'elle les corrige,
- ◆ Qu'elle sache que les travailleurs sans papiers, en déclarant leurs revenus et en payant impôts et taxes, remplissent un devoir citoyen et qu'ils exigent en retour que leur participation soit reconnue par un titre de séjour.
- ◆ Qu'elle réponde à la question suivante : Comment pouvez-vous accepter que le gouvernement dont vous êtes membres favorise « le travail au noir », donc la fraude fiscale et sociale, en ne régularisant pas les travailleurs sans papiers qui participent activement à l'économie dans le bâtiment, la restauration, l'intérim et l'aide à la personne notamment ?
- ◆ Qu'elle intervienne au sein du gouvernement en faveur de la régularisation des sans papiers.

V. Pécresse, jointe alors qu'elle était au Sénat, a été informée de notre demande d'audience et a rapidement mandaté son cabinet pour qu'une délégation de la campagne « Non au racket sur les cotisations sociales des sans papiers, non à l'injustice fiscale » soit reçue dans les prochains jours.

Son attitude tranche avec celle de F. Baroin qui a toujours ignoré nos demandes.

Après 3 heures d'occupation, les travailleurs sans papiers et leurs soutiens ont quitté les lieux. Le jour et l'heure de l'audience seront communiqués dès qu'elle sera fixée.